

de ce mégadésastre, ce qu'il est possible de faire pour en éviter la répétition.

Oui, moi aussi j'étais là quand il a été question des oléoducs. Les cris les plus perçants sont venus des gauchistes qu'il y a là. C'est eux qui étaient contre les pipe-lines du Grand Nord et les options de transport de pétrole. Oui, nous avons parlé. Je me souviens que je siégeais au comité.

Vous autres, vous êtes des primitivistes. Vous êtes contre tout. Comme si nous habitons tous près d'un lac dans une cabane en bois, nous chauffant près d'une cheminée dont la fumée ondule vers le ciel. Comme si nous n'avions pas besoin de nouveaux combustibles fossiles. Nous n'avons pas besoin d'autres barrages hydroélectriques. Nous avons affaire ici à des partisans d'un mode de vie primitif. Ils prétendaient qu'on ne pouvait construire un oléoduc sur la côte nord de l'Alaska.

Je me rappelle avoir siégé au comité. Nous y avons entendu un témoin très arrogant et réservé qui avait signalé le va-et-vient des pétroliers le long de la côte. On parlait d'une méthode pour amener le pétrole aux 49 États du sud. Les Américains n'avaient pas confiance dans un oléoduc qui traverserait le Canada et ont donc favorisé le transport par pétroliers le long de la côte. Comme si c'était un système stratégique. Vous rendez-vous compte à quel point il serait facile de faire sauter ces pétroliers en temps de guerre et de polluer ainsi toute la côte et le reste de l'Amérique du Nord? S'ils n'ont pas eu confiance en nous, c'est que les primitivistes d'en face estimaient qu'il ne fallait pas exploiter ni transporter le pétrole du Nord.

Je préférerais de beaucoup parler des solutions de rechange qui s'offrent à nous. D'aucuns prétendent que dans dix ans, on pourra se procurer dans les stations-service ou les épiceries des cellules de carburant à l'hydrogène solide qu'on branchera sur le côté des voitures pour les faire rouler pendant deux ou trois semaines. Toutes ces choses existeront peut-être dans 50 ou 75 ans.

• (2300)

Mme Coppins: Il faudra faire de la recherche.

M. Oberle: Nous nous penchons maintenant sur la fusion nucléaire à température ambiante. Songez un peu, Monsieur le président, aux conséquences de cela. Même l'honorable députée de Hamilton pourra peut-être un jour voir le pétrole et les carburants fossiles servir à la conversion de synthèse. On n'aura plus à les brûler et ce sera la fin des cheminées qui polluent l'atmosphère.

En réalité, la chose est déjà possible. Qu'avons-nous omis de faire dans les dix dernières années et que pourrions-nous faire dans les dix prochaines? Renonçons aux vieux plans. L'ancien premier ministre de la Grande-Bretagne s'était rendu aux Etats-Unis. Je me souviens des manchettes des journaux. Il vantait les mérites de la construction d'un chemin de fer qui se rendrait à Prud-

hoe Bay—des wagons-citernes. La belle affaire ! Il n'y aurait pas tellement de quais pour permettre aux originaux de monter à bord pour aller faire un saut jusqu'au pâturage voisin. C'était une idée saugrenue. Néanmoins, il a eu du mérite. Il s'est opposé au parcours des navires-citernes, comme nous l'avons tous fait à l'époque.

Vous vous souviendrez, Monsieur le président, que de 1968 à 1972, les conservateurs n'étaient pas ici. Ce sont les libéraux et les néo-démocrates qui ont tiré tous ces plans et conclu toutes ces ententes. Maintenant, ils viennent nous faire des reproches.

Cet accident est vraiment catastrophique. Nous ne pouvons rien faire d'autre qu'en tirer une leçon. Il devrait nous pousser à unir nos forces. Quand un accident se produit, quand un avion s'écrase, qu'il soit soviétique, coréen ou américain, quand il se produit un tremblement de terre, tous ensemble, nous adoptons à l'unanimité une motion pour faire parvenir de l'aide aux sinistrés. Peu nous importe à qui la faute, quelles en sont les conséquences ni ce qu'elles auraient pu être. Le mot d'ordre est alors : «Voyons ce que nous pouvons faire pour aider». Voyons ce que nous pouvons faire pour aider. Débattons la question, comme nous le faisons maintenant, d'une façon rationnelle et raisonnable, sans esprit partisan.

La démission d'un ministre ne changera rien à l'affaire. Elle ne permettra pas de sauver la vie d'un seul rat musqué. Elle ne sauvera pas la vie d'un seul poisson. Le Ministre n'y était pour rien. S'il faut blâmer quelqu'un, blâmons ceux qui, dans le temps, ont fait tous ces beaux plans. Laissons faire le passé. Occupons nous de l'avenir. Il existe des solutions. En nous montrant sensés et en ouvrant un débat comme nous l'avons fait, en rencontrant des gens, et en le faisant de façon sensée et responsable, nous pouvons convaincre nos voisins que nous avons une même côte à protéger, que nous tenons à notre milieu, qu'il fait partie de l'image de marque du Canada, de la culture canadienne. Nous avons le droit de le protéger. Nous sommes en droit de veiller à ce que nos voisins le respectent.

Nos voisins se préoccupent tout autant que nous de l'environnement. Nos amis nous ont dit ici aujourd'hui qu'ils s'affairaient à nettoyer le déversement de Grays Harbour sur leur propre côte. Il se trouve que nous dépendons de cette source d'énergie. Elle répond à 20 p. 100 de tous les besoins en énergie des Etats-Unis. Elle leur est essentielle. Il leur faudra acheminer ce pétrole aux Etats-Unis. Essayons de trouver des solutions. Tâchons d'établir de nouvelles lignes de conduite.

Je me souviens que, lorsque nous avons parlé de ces navires-citernes, l'arrogante personne dont je vous ai parlé était assise là. Quand j'ai soulevé la question, on a souri de façon hautaine, l'air de dire : «Qu'est-ce que ce bûcheron de la Colombie-Britannique peut bien connaître aux systèmes de guidage par satellite qui serviront à ces navires-citernes? L'erreur humaine est exclue et tout